



7^{eme} Débat d'experts paysans sur les impacts du COVID-19

Mbass mi ak Mbay mi

Samedi 27 Juin 2020

**Thème : *Les ménages agricoles dans un contexte de
changement climatique***

SYNTHESE

P
a
n
é
l
i
s
t
e
s



Abdou Hadji BADJI

SG FONGS et président du
CRCR de



Ibrahima Paul THIAO

coordonnateur régional
de la (FONGS)



Mamadou Salif MBALLO

SG Union Nationale des
coopératives d'Exploitants
Forestiers du Sénégal

1. CONTEXTE :

Le CNCR et IPAR organisent depuis le mois de Mai des débats portant sur les thématiques liées aux préoccupations réelles des acteurs en cette situation de pandémie. Cette initiative « Débat d'experts paysans sur les effets du COVID-19 » vise à suivre les effets de la pandémie sur le monde rural et les exploitations agricoles en particulier. Durant le mois de Mai quatre débats qui ont réunis des experts du CNCR et de l'IPAR ont été conduits:

- Les impacts de la COVID sur la commercialisation de l'oignon tenu le 02 mai ;
- Fermeture des marchés hebdomadaires et impacts sur la sécurité alimentaire des populations rurales tenues le 09 mai
- Les impacts de la COVID sur l'élevage tenu le samedi 16 mai et enfin
- Le COVID 19 et les risques liés à l'Octroi des licences dans le secteur de la pêche tenu ce samedi 30 Mai.

Poursuivant cette dynamique, trois débats ont été organisés au cours du mois de Juin.

- Préparation de la Campagne agricole 2020/2021 dans le contexte de la COVID, le 06 juin
- Filière avicole Sénégalaise face à la COVID 19 : enjeux et perspectives le 13 juin
- Les ménages agricoles dans un contexte de changement climatique le 27 juin.

C'est ce troisième débat tenu le Samedi 27 Juin, qui fait l'objet de cette synthèse.

La récente pandémie a provoqué des conséquences sanitaires et socioéconomiques sans précédent. Les mesures prises par les autorités sénégalaises pour limiter la propagation du virus ont eu des effets négatifs sur les activités des populations. En effet, les agriculteurs ont rencontré des difficultés pour écouler leurs productions à la suite de la fermeture des marchés et de la limitation des déplacements inter-régionaux. Or, ces mêmes agriculteurs, avant l'arrivée de la pandémie, faisaient déjà face à un ensemble de défis, dont ceux relatifs aux effets du changement climatique. Au Sénégal où il est recensé 755 000 ménages agricoles dont l'activité est fortement tributaire des conditions climatiques, les conséquences de cette pandémie risquent d'être ressenties plus durement par ces derniers.

Dans ce cadre, les choix de systèmes agricoles avec une productivité sans cesse croissante conduisent à une dégradation des ressources environnementales, à un niveau de pollution élevés observés, font l'objet d'une attention particulière des politiques publiques et in fine posent la question des effets du changement climatique avec plus d'acuité. Cela accroît l'apparition de maladies, dont les vecteurs peuvent être des animaux sauvages qui se rapprochent davantage des habitats des êtres humains. La conjugaison de crises sanitaires et de crises climatiques risque d'induire des pertes et dommages non négligeables sur les moyens d'existence des ménages agricoles

Le débat a démarré à 10h-00mn et a pris fin à 13h-30mn dans le groupe WhatsApp du CNCR qui regroupe plus de 250 participants et dont 21 ont intervenu pour poser des questions ou apporter leurs contributions au débat. Les intervenants sont constitués majoritairement des chercheurs, de spécialistes du changement climatique et des acteurs du monde rural intéressés par la thématique.

M. Sidy Bâ, porte-parole du CNCR et modérateur de la séance, après avoir présenté les panélistes a rappelé le thème et le format des débats

2. EXPOSÉS DES TROIS INVITÉS

2.1 INTERVENTION DE MR BADJI.

L'impact des changements climatiques, la mesure des conséquences et ses manifestations sont très perceptibles d'un territoire donné /ou dans un secteur donné. Dans la zone sud du pays, les effets manifestent du changement climatique, ont des conséquences qui ont fortement perturbé les activités prioritaires dans la zone (élevage, agriculture, foresterie). Un ensemble d'effets que l'on peut décliner comme suit :

- Les précipitations représentent des facteurs important du climat tant pour les populations que pour les écosystèmes. Les régimes pluviométriques, ont connu de fortes perturbations, marquées par la réduction de la période hivernale, qui est passée de huit à deux mois ses dernières années avec une irrégularité des pluies, doublée d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations. Des événements météorologiques extrêmes sont également très fréquents dans la zone, il n'est pas rare pour la zone d'enregistrer des précipitations importantes qui sont parfois accompagnées par endroit de pluies salées, ce phénomène a été observé dans une grande partie de la Casamance.
- La production de la mangue, n'a pas été épargnée, depuis un certain temps, il a été observé dans beaucoup de plantation l'apparition d'une maladie appelée la mouche des fruits et la prolifération de plantes parasites. Ces deux aspects à mettre en lien avec les changements climatiques constituent de phénomènes nouveaux dans la zone, qui ont beaucoup affecté la production de la mangue aussi bien en qualité et en quantité ces dernières années. Des démarches ont été faites par les producteurs auprès de la recherche en vue de trouver des solutions à ces fléaux.
- Une hausse actuelle des températures observée qui engendrerait des situations de stress thermiques sévères pouvant handicaper sérieusement la productivité végétale et animal. Les vagues de chaleur, comme celle déjà connue ces dernières années, s'intensifient et sont de plus en plus fréquents.
- Les exploitants forestiers vivent difficilement ces effets des changements climatiques, depuis quelques années il a été constatées la diminution voire même la disparition de beaucoup d'espèces de la flore et de la faune. La présence des abeilles se fait de plus en plus rare, conséquence de la nette diminution de la production de miel, même l'existence de certains batraciens comme les grenouilles, qui étaient l'un des signes annonciateurs de l'approche de l'hivernage dans la zone, est menacée, car elles sont de moins en moins présente en zone forestière.
- Le vent qui constitue également un agent érosif très important, affecte aujourd'hui la Casamance, ce qui est l'un des aléas climatique, pour la première fois, un vent d'une force inouïe a balayé le sud du pays entraînant des dégâts considérables surtout au niveau des plantations de mangue.

Aux péjorations biophysiques dues aux effets des changements climatiques, s'ajoute la pression anthropique sur les ressources. L'action de l'homme a beaucoup contribué à l'aggravation des effets néfastes liés au climat. Les mauvaises pratiques culturelles et les feux de brousse ont fortement dégradé la structure et la qualité des sols. Les feux brousse précoces et les incidents de

forêt, qui sont très fréquents, affectent aussi bien le bétail que les courants d'eau. L'insuffisance et l'indisponibilité fourragère pour l'aliment de bétail sont devenues récurrentes en Casamance, phénomène qui était rarement observable dans la zone. Certains cours d'eau qui se trouvent à proximité des feux de forêt, voient leurs régimes thermiques perturbés, ce qui a des conséquences sur les ressources halieutiques.

A ces feux s'ajoute la déforestation massive des forêts qui fragilise nos sols, et contribue à l'augmentation des températures. Les arbres qui convertissent le CO₂ en oxygène disparaissent de façon incommensurable, et pour cette raison les sols libèrent de plus en plus de carbone, même si les populations font des efforts pour planter le palétuvier, qui est un très efficace puits de carbone, capable d'en séquestrer de grande quantité.

Il a été prouvé que les produits forestiers non-ligneux, ont permis à beaucoup d'exploitation familiale d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Mais au rythme de la disparition progressive des forêts, provoquée par les incendies et feux de brousse, non seulement les progrès atteints seront anéantis, mais en brûlant les forêts, on contribue à la dégradation de notre environnement.

Les changements climatiques, n'ont pas seulement perturbé les écosystèmes, mais aussi les habitudes alimentaires sont également affectées. Les dommages causés par les feux de forêt et une augmentation de l'instabilité des réserves alimentaires, poussent les populations vers la consommation des produits industriels et importés. Une meilleure gestion des terres et des sols pourrait contribuer à améliorer nos habitudes alimentaires. A cela s'ajoute l'apparition de nouvelles maladies, qui n'existaient pas avant telle que la COVID, que certains considère comme étant l'une des effets des changements climatiques.

L'apparition de cette maladie a beaucoup fragilisé les systèmes de productions et de commercialisation. Dans ce contexte de pandémie, les producteurs sont contraints à une meilleure préparation de la campagne hivernale à venir, la baisse des revenus des ménages ruraux liée aux méventes de la production ou encore à la baisse des transferts d'argent, pourraient affecter la capacité de mobilisation de la main d'œuvre pour la campagne à venir. Pour minimiser les impacts à court terme sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux le producteur doit essayer de produire suffisamment, avec des variétés culturales à cycles courts adaptées, afin de pouvoir survivre durant la période de soudure et éviter un autre type de COVID qui risque de s'installer au sein des foyers avec la famine qui est probable.

Dans son intervention, Mr Badji est revenue sur les activités du PSAOP, qui de concert avec les producteurs et l'appui de la recherche avait développé plusieurs variétés culturales adaptées aux perturbations climatiques. C'est dans la dynamique de poursuivre ces activités que l'ANCAR qui est une des composantes PSAOP a été mise en place. Par conséquent, avec les perturbations très visibles dans nos pratiques culturales en lien avec le changement climatique, les techniciens de l'ANCAR se doivent d'accompagner l'expertise paysanne en vue de valoriser leurs connaissances endogènes et faciliter leur mise en relation avec d'autres experts pour améliorer les pratiques culturales.

Avec le confinement lié à la COVID, les seuls endroits de prédilection de la population en milieu rural, ont été la mer et la forêt en vue de trouver de quoi se nourrir et d'avoir quelques sources de revenus. La recherche d'alternatives économiques de la part de certains acteurs ruraux, combinée

à la réduction des activités des contrôles exercés par les agents des Eaux et Forêts, et à l'absence services techniques étatiques et les conseillers qui accompagnent et appuient la gestion de l'environnement, l'exploitation s'est accru dans certains endroits.

L'application de lois et des interdictions n'est pas édictée, la corruption gangrène le système de gestion des forêts surtout avec les services les délivrances des permis de coupe, qui ont été abusives ces dernières années. Mr Badji estime que les lois votées pour la gestion des forêts ne sont ni mises en œuvre ni appliquées.

La recherche de profit façon accélérée par les populations qui vivent de la forêt avec une concurrence déloyale dans la quête de bien matériel à travers des moyens peu orthodoxes, contribue grandement à l'aggravation des phénomènes. La nécessité de revoir les comportements et les ambitions s'imposent. Des réflexions doivent être menées sur des stratégies et moyens qui concourent à la préservation de l'environnement tout en permettant de subvenir de façon convenable et rationnelle à nos besoins immédiats sans pour autant détériorer l'environnement et conserver notre santé de vie.

2.2 INTERVENTION DE MAGUETTE DIOP

Dans les années 90, le terme de dérèglement climatique était plutôt employé, mais une grande attention comme il l'est aujourd'hui, n'a jamais été accordé à ce phénomène. De nos jours, même si la maîtrise des phénomènes des changements climatiques n'est toujours pas définitive, les populations surtout rurales subissent les impacts à travers leurs activités et leur environnement. De nos jours, l'accès à une eau potable dans certaines zones n'est plus facile, la dégradation du couvert végétale s'accélère de façon considérable, et le phénomène le plus perceptible est la réduction de la période pluviale qui elle, ne dure pas plus d'un mois et demi de nos jours. Même les oiseaux ne sont pas épargnés avec la disparition de certaines espèces, et la raréfaction des mouvements migratoires de certaines espèces.

Beaucoup perturbations climatiques nouvelles, auparavant inconnu dans la zone des Niayes sont observés aujourd'hui. Des périodes de chaleur surviennent souvent et sont accompagnées de vent violent et chaud, et par moment, d'incursion de vague de froid inattendu, des inondations très récurrentes affectant souvent les pâturages et le développement de maladies hydriques.

Avec l'arrivée de la COVIT, et la mise en place des mesures préventives pour freiner l'évolution de la pandémie, toutes les activités ont été lourdement affectées. Le développement des activités déjà enclenché dans le cadre de la lutte contre les variabilités climatiques ont été perturbés, et même mises à l'arrêt. Les mesures prises ont beaucoup affecté les activités économiques en milieu rural, avec la fermeture des marchés et la restriction des déplacements, les femmes du monde rural ont vécu des situations économiques très difficiles avec cette pandémie.

Les chocs tels que les perturbations climatiques et les pandémies affectent plus les femmes, par conséquent, il est important d'augmenter leur résilience et de les fortifier pour qu'elles puissent faire face, et jouer leur rôle qui est au centre et en premier plan à tous les problèmes affectant la famille.

2.3 INTERVENTION DE MR IBRAHIMA P. THIAO

Mr Thiao considère que l'environnement et une thématique générique qui englobe beaucoup de d'aspects. Même si les populations subissent les effets de façon directe et indirecte des changements climatiques et il estime que ce phénomène ne constitue toujours pas une priorité dans nos sociétés. Toujours dans la même lancée, il soutient que les mesures restrictives similaires à celles qui ont été prises face à la pandémie, devront appliquer pour le respect de l'environnement, car la dégradation de l'environnement est fortement antérieure à la COVID et que les conditions climatiques peu favorables ont beaucoup contribué à la propagation de la pandémie.

L'homme dans sa façon de faire et en partie responsable de ces aléas climatiques, cet aspect a été démontré par nos experts en la matière. La déforestation, les feux de brousse, a cela s'ajoute l'utilisation excessive des moyens de transport rapide, la recherche accélérer de profits etc., constituent des aspects qui ont affecté et accéléré la dégradation de nos écosystèmes. La position du producteur de nos jours, est très difficile à vivre avec la dégradation des conditions de travail, les variabilités climatiques non maîtrisées, et tout cela exacerbé par l'apparition de la pandémie.

La pandémie a entraîné un autre phénomène, qui est le retour des migrants dans la zone d'origine surtout en milieu rural, et trouvant sur place des conditions vie souvent éprouvantes, qui faut le rappeler a ont été l'une des raisons de leur exode. La contribution financière de ces migrants, n'étant pas attendus en cette période de pandémie, les populations ont été obligé pour survivre d'utiliser les réserves qui ont été faites pour pallier la période de soudure, et exploiter les potentiels disponibles, c'est-à-dire les ressources forestières et par endroit l'exploitation a été abusif surtout en cette période de saison sèche. La COVID n'a fait qu'aggraver la dégradation des conditions climatiques.

Les rafales de vents qu'a connu récemment le pays, et a entraîné de nombreux dégâts matériels surtout en zone rurale. Mr Thiao a souligné qu'avec cette évolution tendancielle, ces événements climatiques extrêmes sont susceptibles de se produire avec une probabilité plus ou moins élevée pouvant entraîner des dommages sur les populations, les activités et les milieux. L'heure n'est plus à la lamentation, il faut agir et pour cela, il faut reconnaître la situation, et prendre des mesures adéquates à l'image de la lutte contre la COVID. Des dispositions adéquates n'ont jamais été prises pour lutter contre ce phénomène de changements climatiques, il faudrait des stratégies pour faire face à ces incidents et réduire ou minimisé les impacts.

Des décisions et adoptions devront être établies dans nos façons de travailler surtout dans le monde paysan. L'utilisation des services d'information climatique, et les nouvelles technologies de la communication doivent être un acquis en milieu rural. Le producteur doit davantage intégrer les informations climatiques dans la planification de ses activités agricoles pour mener à bien sa campagne. Le niveau d'instruction d'un paysan n'a aucun incident pour la compréhension de ces données météorologiques, tous les dispositifs sont mises en place pour l'accès à ces informations soient facile.

Les producteurs sont les premiers responsables et les premières victimes de ces changements climatiques. Une prise de conscience s'impose à ce niveau afin de pouvoir reconnaître la part de responsabilité sur ces phénomènes actuels et les évaluer. Selon Mr Thiao, en 2007 une étude a été

réalisée avec SOS-Fain, intitulé « Les producteurs victimes ou responsables de ces changements climatiques », cette étude devra nous pousser les producteurs à s'autoévaluer

Mr Thiao n'a pas manqué de rappeler que les structures techniques présents en zones rurales sont au service des producteurs, et que ces derniers devraient pouvoir bénéficier de leur expertise et de leur appui technique. Pour que l'utilité de ses services soit visible, les producteurs doivent aller vers ces structures scientifiques et techniques pour pouvoir bénéficier de leur appui et prestation en fonction de leurs besoins, et ne pas attendre que ces derniers viennent vers eux.

Par endroit, certaines pratiques culturelles et de gestion de nos écosystèmes ne protège pas l'environnement, ce qui ramène la responsabilité de l'homme à ce contexte de changements climatiques. Vers les années 2010 une étude a été menée sur les stratégies d'adaptation en Afrique de l'Ouest, les enquêtes au Niger, ont montré que les plus nantis de la ville étaient les propriétaires des camions qui assuraient les coupes de bois dans les forêts, et ils utilisaient les jeunes ruraux pour la coupe moyennèrent la somme de 1000 Fcfa la serre. Les pays au Sahel ne doivent pas encourager la coupe de bois, ni la détérioration de ses ressources naturelles, mais il a été constaté aujourd'hui que ces pays sont maintenant les fournisseurs en bois et en exploitation forestière, il est impératif que les Etats soient plus regardant sur cette réalité.

La forêt subit des activités clandestines de coupe, même les services des Eaux et Forêts n'arrivent plus à exercer leur rôle de contrôle et de suivi des impacts d'exploitation de la forêt. Le forêt est utilisé pour trois types d'acteurs, en premier le paysan qui constitue la majorité de la population au Sénégal, en second les exploitants forestiers et en troisième position les éleveurs. Au-delà de ces trois acteurs, les corps de métier comme l'armée et la douane, utilisent la forêt et certaine de leur intervention causent où entraîner la façon involontaire des dommages au niveau des forêts.

Mais il faut reconnaître aussi et les plus grands acteurs de dégradation des forêts et de l'environnement, sont l'industrialisation et autres sources de pollution qui sont à l'origine des inondations, et autre forme de d'aléas climatiques, et l'action humaine est derrière.

L'arbre joue un rôle capital si on l'analyse à partir de la chaîne de l'eau, le manteau forestier, par sa capacité à intercepter les eaux de pluies, à un rôle fondamental dans la régulation du régime des eaux, l'approvisionnement des nappes phréatiques et l'apport de la pluviométrie. Donc avec tous ces biens de l'arbre seul l'ignorance ou la cupidité peut pousser un individu à pratiquer une coupe abusive de nos ressources forestières. Des activités de sensibilisation à l'image de la COVID doivent se faire sur les dangers et les effets de la détérioration de notre écosystème.

A l'inverse de la COVID, les coupes abusives ne constituent pas une cause de mortalité très perceptible chez l'homme, mais ces effets s'inscrivent dans un long terme, et ceux sont plus les futures générations que seront les plus impactés par cette détérioration végétale.

Toujours en poursuivant sa réflexion, Mr Thiao à souligner que le confinement pour freiner la COVID, opéré au niveau mondial, a eu des impacts positifs sur la couche d'ozone, une nette réduction de la pollution atmosphérique a été enregistrée. La diminution voire même l'arrêt des moyens modernes de transport et la cessation temporaire de certaines activités industrielles a eu des répercussions positives sur l'environnement. La criminalité, et les accidents routiers ont beaucoup régressé avec la réduction de la mobilité de la population dans les grandes villes.

2.4 INTERVENTION DE SALIF MBALLO

Des efforts pour le respect des droits, et de changement de comportement devront être faits. Selon la compréhension du changement climatique, Il faut que la population se comporte en citoyen, et cela nécessite un engage à travers des actes concrets. Une sensibilisation sur les menaces réelles des effets du changement climatique devra se faire de façon récurrente, comme ce que nous vivons en ce moment par rapport à la covid19.

Avec les effets des aléas climatiques, des filières qui économiquement soutiennent en grande partie les communautés, comme la mangue et l'anacarde, se voient très affectées. Les prévisions de rendement pour la mangue ne sont pas optimistes, et pour l'anacarde la production est passé de 5 à 2 tonnes au maximum.

Aujourd'hui le contexte pousse à se poser beaucoup de questions de gouvernances et de gestion des ressources. L'exploitation forestière était pratiquée seulement par des exploitants reconnus formellement et détenteur d'autorisations légales, mais de nos jours, nombreux sont qui s'activent dans la déforestation clandestine, encouragés par situation économique que la crise à créée. Ces exploitations clandestines, qui il faut le souligner ignorent les normes établies pour la coupure du bois, s'installent le plus souvent sous forme de petits campements dans beaucoup de localités dans la zone de Kolda. Vu la situation, il devient urgent de créer les conditions, d'orientations des jeunes vers des projets de production de biogaz, pour diminuer la pression sur les ressources forestières telles que le bois mort et le charbon

Dans ce contexte, l'évaluation de l'impact de ces exploitations clandestines n'est plus maîtrisée par les techniciens., il revient aux élus locaux, à avoir une position incorruptible, mais aussi de ne pas utiliser la richesse forestière commune à des fins politiques. Les réalisations qu'attendent les communautés doivent être basées sur des résultats concrets et respectueux des écosystèmes. Il est nécessaire de créer les conditions, d'orientations des jeunes vers des projets de production de biogaz, pour diminuer la pression sur les ressources forestières telles que le bois mort et le charbon.

Actuellement sur les 500.000 quintaux de bois octroyaient chaque année aux exploitants, seul les 60% ont été obtenus. La limitation des mobilités du fait du « coronavirus » (coronavirus signifie je suis fatigué en Puulard) a impacté le démarrage de la campagne, l'Etat, à travers le Ministère de l'environnement devrait prendre des mesures pour parer à une probable pénurie de charbon et bois mort.

3. Synthèse des discussions :

Après l'intervention des panélistes, les autres membres du groupe ont réagi par des contributions, des recommandations et des questions. Les interactions des différentes interventions sur les manifestations et conséquences des changements climatiques qui perceptibles d'un territoire à une autre différente localité sont résumés dessous.

3.1 Les aléas en lien avec des changements climatiques

- Les villages côtiers, ont un double défi à savoir dans les problèmes d'érosion et de salinisation des sols, mais aussi un défi par rapport à la pluviométrie.
- Dans la zone des Niaye, i) une augmentation de la chaleur et qui affecte l'écosystème et particulièrement l'espèce végétale, ii) des attaques comme la mouche blanche de plus en plus présente, iii) une salinisation et une dégradation continue des sols de la zone iv) la

production de l'arboriculture a connu des baisses de rendements surtout pour la filière mangue, citron vert et la papaye, v) le potentiel naturel que bénéficiait la zone des Niayes, en disponibilité d'eau et de terre fertile, a beaucoup régresser, vi) la nappe d'eau devient de plus en plus profonde, de 1 à 2m, elle se situe aujourd'hui à 11-13m de profondeur.

- Les zones les plus affectées par les aléas climatiques sont les zones de Fatick, Kaolack Ziguinchor et la zone des Niayes avec des risques très élevés. Les impacts seront ressentis au niveau de la biodiversité et la dynamique atmosphérique général d'ici 2030.
- Dans les îles du Saloum la salinisation a gagné du terrain aussi bien au niveau des puits que dans les champs,
- La pêche subit la fonte de glace, l'élévation du niveau de la mer, la variation de la température qui impacte sur la disponibilité du poisson, des vents inattendus, l'érosion côtière, des pertes de sites de transformation et de quais de pêches etc.
- Dans la zone du bassin du fleuve Sénégal, la saison des pluies tarde de plus en plus à démarrer. Depuis presque deux ans dans toute la zone du Walo, les amas nuageux mobiles annonciateur de pluies se transforment en vent. Les arbustes n'ont presque plus de feuille pour nourrir le cheptel, aussi bien qu'en hivernage, qu'en saison sèche, le pâturage devient rare

3.2 Des actions anthropiques

Dans la zone des Niayes, depuis les années 2000, il existe une mutation des paysages ruraux, avec une reconversion des espaces de pâturage en vergers, sans aucune maîtrise de la dynamique du secteur. Un autre facteur, la zone des Niayes, qui produit 80% de l'horticulture dont 28% par la zone de Rufisque, est menacée par l'avancé de front urbain au détriment des terres cultivables, et les agressions clandestines par les populations entre Dakar et Saint Louis, dont est victime la bande de filaos qui protège cette zone. Les populations se trouvant sur 200m sur la côte km utilisent ce bois pour la cuisine.

Ces actions de l'homme combinés à de mauvaises pratiques agricole, sont la cause de l'érosion éolienne et hydrique qui drainent avec elles les sols fertiles.

3.3 Les Impacts

Changements climatiques

- Envasement des vallées lié à l'érosion des sols,
- Érosion éolienne dans la zone des Niayes,
- Dégradation des habitats les plus productifs et les plus sensibles tels que les mangroves et les zones côtières
- Faiblesse des rendements
- Accentuation des vulnérabilités d'ordre social et économique
- La mobilité de la population

La COVIT

- Accroissement de l'exploitation de certaines espèces, en raison de la réduction de la mobilité des agents des Eaux et Forêts pour les contrôles

- Coupe abusive des arbres pour nourrir le cheptel, dans les zones pastorales où les éleveurs n'ont pas pu transhumer,
- Prenant conscient des impacts de ces aléas climatiques, certaines communautés avaient commencé à s'organiser, et entamé des réflexions sur des stratégies d'adaptation en lien avec les pratiques culturelles, et l'adoption des espèces les semences cycle court. Des espaces d'échanges entre les producteurs sur les bonnes pratiques culturelles et de transformations des produits locaux, afin de d'inciter la population à la consommation locale ont été mises en place afin de mieux valoriser les activités. Cependant, la COVID a été un élément perturbateur et un évènement imprévisible.

4. QU'EST CE QUI A ETE FAIT

4.1 -Appui technique de projet

- La zone de Medina Yoro Foulah, a bénéficié de l'accompagnement du projet GRET-CNCR, qui a permis la mise en place de onze commissions environnementales au niveau des mairies (CEV), qui ont travaillées de concert avec la population dans la formation et la sensibilisation. Aujourd'hui la population est consciente de la nécessité de protéger la forêt et des efforts se font de plus en plus dans la protection de la forêt dans tout le département de Médina Yoro Foulah.
- L'appui de ce projet a permis à ces commissions de produire plus de 80.000 plantes muries en pépinière, qui seront replantés dans des endroits ciblés, en collaboration avec la population qui se sont bien approprié ce projet.
- 23 petits projets pour la protection de l'environnement ont été choisis a Médina Yoro Foulah pour être accompagnés. Du matériel agricole ont été remis à ces projets par le CNCR et GRET

4.2 La recherche

- L'ANACIN a réalisé une carte pluviométrique qui répartit le territoire en 4 zones. Pour les deux scénarios, d'ici 2035 : dans la zone nord (Louga, Matam, St louis), la pluviométrie baisserait de 16 à 08%, et la température va augmenter de plus d'un degré (1*) ; Dans la zone centre ouest (Dakar, Thies, Diourbel, Fatick, kaolack), la pluviométrie passerait de 80% à 61% sur les 2 scénarios et la température va augmenter. Au niveau de la zone sud-ouest (Kolda, Sédhiou, Ziguinchor) la pluviométrie va baisser de 80% et la température va augmenter, idem pour la zone sud-est (Kédougou, Tamba, Bakel). Tous ces faits ont des impacts sur le capital naturel, sur la disponibilité et la Salinisation de l'eau. Mais aussi sur la santé des populations, sur la pêche et sur l'élevage.
- L'IPAR a mené dans la zone de Nioro sur l'impact du changement climatique sur les systèmes de production agricole d'ici 2050. Cette étude a montré une réduction progressive de la pluviométrie et une hausse des températures. Ce constat va impacter selon les résultats, les productions agricoles de la zone. Le mil et le maïs pourraient voir leur rendement baisser si rien n'est fait et l'arachide elle, pourrait connaitre une hausse de productivité.

5. Recommandations

➤ Le CNCR

- Faire une analyse de la vulnérabilité de ressources humaines, physiques, financières, et sociales, en fonction des spécificités des zones. La perception sur les changements climatiques et la mesure de ces effets par une population donnée dépendent de ses activités et de son mode de vie. Les zones sont affectées par ces variabilités climatiques de façon différente, aussi des solutions unilatérales ne peuvent être apportées
- Pousser la recherche, les universitaires, l'Etat du Sénégal, et les organisations paysannes pour l'élaboration d'un document de politique agricole réel. Les éléments constituant de cette politique agricole existent, mais une structuration est nécessaire. Ce document devra analyser les solutions en lien avec les questions de la sécurité alimentaire, de la gestion durable de l'Environnement, de la gestion et maîtrise de l'eau pour l'agriculture ect..
- Les leaders paysans au niveau des fédérations du CNCR devraient être les précurseurs de ces activités de sensibilisation et de conscientisation sur les effets des changements climatiques, et ne pas attendre l'action de l'Etat et des services techniques en ce sens ces derniers doivent être perçus comme des alliés. Une conscientisation est nécessaire sur le fait que tous les efforts de développement entamés ne seront consolidés que par un environnement normal.
- Développer des programmes de gestion et d'éducation financière pour les organisations de producteur, afin de réfléchir sur des systèmes d'épargne qui prennent compte le long terme et des stratégies d'adaptation qui permettront de faire face à des crises structurelles telle que la COVID 19.
- Le partage l'information climatique se fait au sein de la plateforme du CNCR. Mais il est important de réfléchir sur comment délocaliser et partager cette information pour qu'elle soit encore plus accessible pour les populations. L'USAID travaille dans ce sens en collaboration avec le CNCR et l'ANACIM, avec « MétéoMbay », « Niokalanité » et « SambaMbay » pour que l'information sur la météo soit plus accessible à travers des réunions communautaires, des sms et messages audios dans différentes langues.
- Mieux considérer la généralisation de l'assurance indicielle, et faire en sorte que l'assurance couvre un peu plus que son crédit, pour que le contractant puisse avoir une réserve pour survivre surtout en ces périodes de chocs,
- Un renforcement de capacités des acteurs pour une meilleure compréhension des politiques, des accords et des fonds disponibles, et disposer des informations pour accéder à ces fonds climatiques (le fond vert climat, le fond d'adaptation etc..), les fonds innovations, les fonds bilatéraux comme les fonds canadiens.
- Le Sénégal travaille sur un programme de plan d'adaptation qui est en préparation et le CNCR gagnerait militer pour sa poursuite de façon inclusive.

➤ Gouvernement et collectivités locales

- A l'image de la COVID, le phénomène de changements climatiques est planétaire, et affecte toute les couches, par conséquent des systèmes de confinement pour la gestion de l'environnement s'imposent comme pour la COVID.
- En novembre en 1993, lors de la création du CNCR des recommandations et propositions ont été faites à l'Etat, allant dans le sens de la mise en place d'un Ministère du

Développement Rural avec des départements à l'intérieur et cette revendication et toujours d'actualité. Ces différents départements au sein du même Ministère faciliteraient la mutualisation des interventions des différents acteurs du monde rural, surtout dans le contexte actuel ou une meilleure gestion des ressources et des changements climatiques s'imposent.

- Des expériences et des stratégies sont en train d'être développées dans le monde rural, pour faire face aux aléas climatiques. Pour une meilleure harmonisation de ces interventions, il faudrait un plan Marshall d'aménagement pour les territoires, avec une prise en compte des spécificités des zones. Les vallées et les rizières devraient disposer de véritable plan d'aménagement, et que le gouvernement dégage les moyens nécessaires pour que le paysan travaille de façon plus professionnelle. La COVID nous a montré que l'État a les moyens et stratégies pour mobiliser des investissements pour le monde rural.
- Avec l'appui du CNCR et de la FONG, un programme de fertilisation totale des sols du Sénégal par zone agro-écologie, en tenant compte de la texture des sols doit être développé. Ce programme devra contribuer à protéger et à fortifier les sols, et permettre aux populations de se nourrir de son agriculture.
- La consommation locale devra être un des piliers du développement pour booster l'économie nationale et le monde paysan, afin de soutenir la sortie de la crise post COVID. Des actions de sensibilisation à consommer local devront être portées par les leaders politiques et paysannes et compter sur le gouvernement pour avoir des mécanismes forts, dynamiques, pour appuyer la transformation. Aussi les producteurs et transformateurs de produits locaux, devront miser sur la qualité pour attirer les consommateurs.
- Renforcer les capacités des jeunes dans d'autres dérivés comme la production de fourrage améliorés, avec des boutiques de références, de sorte que la consommation en produits forestiers au niveau des ménages puisse baisser de 70 à 40, voire 30%
- Il faut informer les populations sur les fonds climat, mais surtout décentraliser l'opérationnalisation de ces fonds à travers des reboisements auxquelles on pourrait associer même les éleveurs.
- Dans la perspective d'une relance après COVID19, il est nécessaire de prendre en compte les objectifs de développement durable et d'intervenir de façon plus globale et ne pas rester seulement sur les impacts causés par les changements climatiques.
- Nécessité de revisiter les profils et la priorisation des ODD au Sénégal. En 2016, l'ODD 3 (santé et qualité de vie) était considéré comme prioritaire, de même que l'ODD12 (Consommation durable et production durable), au vu du contexte l'ODD 6 (Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement), bien qu'il soit aussi prioritaire, doit l'être davantage. Dans beaucoup de localités, l'accès à l'eau surtout potable devient de plus en plus difficile, mais aussi à une eau pour les terres agricoles du fait de la salinisation. L'ODD 15 sur l'écosystème est aujourd'hui affecté idem pour l'ODD1 sur la pauvreté, ODD13 sur le changement climatique et 2 sur la sécurité alimentaire. Nous devons travailler à renverser cette tendance à travers l'agriculture familiale.

➤ **Organisation de producteurs**

- Les organisations paysannes doivent de disposer d'une cartographie du niveau de destruction de leur ressource au sein des terroirs, et recueillir tant soit peu la perception que les autochtones ont sur la notion de changement climatique. Une concision doit se faire

sur la perception de cette notion pour faciliter la recherche de solution pour les vulnérabilités des ressources et des acteurs.

- Le retour vers la culture bio, avec une amélioration des pratiques agricoles, une utilisation d'engrais ciblés et une agriculture sans pesticides.
- Des activités de sensibilisations sont indispensables pour mieux faire comprendre les conséquences que peut avoir certaines de nos activités sur la durabilité de nos ressources et montrer les liens de ses impacts avec les dérèglements climatiques que vivent les sociétés aujourd'hui. Il faut une conscientisation sur le fait que tous les efforts de développement entamés ces années passées ne seront consolidés que par un environnement normal.
- Les acteurs paysans doivent aussi s'appropriier les documents de politique qui sont articulés autour du plan Sénégal émergent pour mieux les comprendre.
- Assurer la viabilité de notre système de production alimentaire à partir d'un échange d'expérience des activités de renforcement de capacité.
- Interagir davantage avec les services techniques et les organisations qui s'activent dans la gestion de l'environnement, pour voir comment apporter un changement de comportements dans les pratiques

➤ **IPAR**

- Les résultats de la recherche sur les changements climatiques dans la zone de Niore, qui, à travers une modélisation informelle sur le comportement à l'horizon 2050 des cultures de la zone comme le mil, le maïs et l'arachide, ces informations bien que déjà partagées devront être l'objet d'une divulgation plus importante,
- IPAR revient sur ces importants résultats d'étude, mais également sur les résultats d'une étude ressentie sur l'assurance agricole.
- Analyser les impacts des changements climatiques sur l'Agriculture familiale, à court terme et à long terme.
- Etudier l'impact des aléas climatiques sur les grandes filières de production comme le riz.

Recommandations	Court terme	Moyen terme
CNCR	- Analyse de la vulnérabilité de ressources humaines, physiques, financières, et sociales et en fonction des spécificités des zones.	- Appuyer l'élaboration d'un document de politique agricole
	- Activités de sensibilisation et de conscientisation sur les effets des changements climatiques	- la généralisation de l'assurance indicielle
	- Appuyer la diffusion de l'information sur le climat à travers des champs écoles .	- Développer des programmes de gestion et d'éducation financière
	- S'implication dans le processus d'élaboration du programme de plan d'adaptation qui est en préparation	
Gouvernement et collectivités locales	- Instaures des mesures d'urgences barrières pour le respects de l'environnement	- Mise en place d'un Ministère du Développement Rural avec des départements
	- un programme de fertilisation total des sols du Sénégal par zone accro écologie,	- Mise en place d'un plan Marshall d'aménagement pour les territoires avec une prise en compte des spécificités des zones
	- Plaidoyer pour la consommation pour booster l'économie nationale et le monde paysan afin de soutenir la sortie de la crise post COVID	-
	- Une meilleure compréhension et accessibilité des informations sur les fonds disponibles pour les populations.	-
	- Revisiter les profiles et la priorisation des ODD au Sénégal	-
Organisation de producteurs	- Disposer d'une cartographie du niveau de destruction de leur ressource au sein des terroirs	- Amélioration des pratiques agricoles, avec une utilisation d'engrais ciblés et une agriculture sans pesticides
	- Une concision doit se faire sur la perception de cette notion pour faciliter la recherche de solution pour les vulnérabilités des ressources et des acteurs.	- Interagir avec les services techniques et les organisations qui s'activent dans la gestion de l'environnement
	- Activités de sensibilisations sur les conséquences que peut avoir certaines activités sur la durabilité de nos ressources et montrer les liens de ses impacts avec les dérèglements climatiques	-
	- Appropriation des documents de politique articulés autour du plan Sénégal émergeant	-
IPAR	- Meilleur partage des informations de la recherche de AgMIP pour aider revoir les politiques et les stratégies d'adaptation	- Analyse des impacts des changements climatiques sur l'Agriculture familiale
		- Impact des aléas climatique sur les grandes filières de production comme le riz.

Liste des participants

N°	Nom - Prénom	Profil – fonction	Structure	Localité	Nbre d'intervention
1	Sidy BA	chargé de communication CNCR modérateur	CNCR	Gandiaye/kaolack	
2	Ibrahima Paul THIAW	Coordonnateur régional de la FONGS à Diourbel	FONGS	Diourbel	8
3	Mamadou Salif MBALLO	SG Union Nationale des coopératives d'Exploitants Forestiers du Sénégal	UNCEFS		11
4	Babacar Sene	Journaliste, Directeur de publication Agropasteur	Agropasteur	Dakar	1
5	Fatou Bintou				10
6	Maguette DIOP	FENAP			11
7	Abdoulaye DIA	USAID			6
8	Assane BA	Président association agrosylvopastoral		Medina Yoro Foulah	8
9	Oulimata Ly				3
10	Ramata Niass				1
11	Assange BA			Medina yoro Foulah	
12	Fatou Omar Niass	SG		Taiba Niassene	
13	Ibou Faye	CCPA	CNCR	Gandiaye	1
14	El Hadj Abdou Badji	SG FONGS et président du CRCR de	CRCR	Ziguinchor	10
15	Cheikh Oumar BA	Directeur exécutif	IPAR	Dakar	4
16	Dr Ibrahima Hathie	Directeur de recherche	IPAR	Dakar	3
17	Maguette Ndiaye	Membre collège des Femmes	FONGS	Taïba Ndiaye/Niayes	5
18	Dr Cheikh Tidiane WADE	Enseignant-Chercheur	Université Ziguinchor	Ziguinchor	14
19	Dieynaba Sidibe	Présidente DINFEL	CNCR/DINFEL	Tamba	2
20	Ndeye Fatou				
21	Awa Djigal	Membre collège des femmes du CNCR FENAGIE PECHE	CNCR FENAGIE PECHE		2

